TRAIT D'UNION ENTRE LA FRANCE-ET-ISRAËL

REPRÉSENTER ET DÉFENDRE LES FRANÇAIS D'ISRAËL	ACCOMPAGNER ET INFORMER LA COMMUNAUTÉ	FÉDÉRER, VALORISER ET PROMOUVOIR LES INITIATIVES FRANCO-ISRAÉLIENNES

UFE ISRAËL

Votre magazine

Édition spéciale



Élections législatives israéliennes 2026

Arié Abitbol · Tamar Abessira · Guillaume Bensoussan · David Castro · Benjamin Chaltiel · Véronique Dahan · Laly Derai · Shani Doizon · Claude Grundman-Brightman · Patricia Hassoun · Binyamin Lachkar · Frank Melloul · Aviva Moryoussef Benainous · Nathalie Nagar · Shanna Orlik · Olivier Rafowicz · Éliane Setbon Lezmy · Myriam Shermer · Danielle Taïeb · Yossi Taïeb

ACCUEIL | ENTRAIDE | CONVIVIALITÉ | RAYONNEMENT

NE PEUT ÊTRE VENDU

ufe REPRESENTATION D'ISRAEL

UNION DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

GUILLAUME BENSOUSSAN

RESPONSABLE DE RECONQUÊTE POUR LA 8e CIRCONSCRIPTION - DOCTEUR EN CHIMIE

RECONQUÊTE! | ISRAËL

@GUILLAUMEBENSOUSSAN



« Les Russes n'ont pas reçu le pouvoir : ils se sont organisés pour le conquérir. »

Guillaume Bensoussan

Pourquoi les Russes pèsent, et pas nous ?

En une génération, les Juifs venus de l'ex-URSS se sont fait une place de premier plan dans la vie politique israélienne ; les Français d'Israël, eux, peinent encore à se faire entendre. À la veille des législatives du 27 octobre, regards comparés sur ce que la réussite russe dit de nos propres insuffisances, et comment y remédier.

Chaque nouvelle campagne électorale israélienne charrie avec elle son lot de constantes. Avigdor Lieberman en est une. Né à Kichinev, en Moldavie, arrivé en Israël en 1978 à l'âge de 20 ans, ministre aux multiples portefeuilles, Lieberman a su persévérer pour rendre incontournable la voix des russophones dans le paysage politique israélien.

Son parti, Israël Beitenou, fondé en 1999, est crédité de 9 sièges sur 120 aux prochaines législatives, soit 7,5 % de la future représentation nationale. Une position de faiseur de rois que Lieberman s'est toujours fait fort d'exploiter avec finesse et habileté.

Je suis franco-israélien, et ce depuis onze ans désormais. Ces dernières années, une question simple, presque naïve, vient régulièrement me tarauder. Une question que je crois partagée par bon nombre d'entre nous autres Français, sans que souvent nous n'osions la formuler à voix haute :
Pourquoi eux les Russes et pas nous ?

Une histoire de déclassement... et de conquête

Pour tenter d'y répondre, revenons trente-cinq ans en arrière. Entre 1989 et la fin des années 1990, près d'un million de Juifs de l'ex-URSS débarquent en Israël, qui compte alors moins de cinq millions d'habitants. L'équivalent, rapporté à la France, d'une douzaine de millions de personnes arrivant en une seule décennie.

Les deux tiers exercent des professions scientifiques, académiques ou techniques. Israël reçoit d'une traite quelque 17 000 scientifiques, 35 000 enseignants et près de 40 000 médecins, dentistes ou infirmiers : davantage, dans certaines catégories, que ce que le pays lui-même en compte à ce moment-là. Or Israël n'a pas besoin de 40 000 soignants supplémentaires. Moins encore de violonistes ou de clarinettistes. Alors, le récit est connu : les docteurs en astrophysique se sont mis à passer, durs au mal, la serpillière dans les bureaux vides tard la nuit. Les cardiologues se sont reconvertis en aides à la personne dans les maisons de retraite. Le chimiste russe devenu balayeur de rue dans les années 1990 relève de tout sauf du cliché mensonger.

Ces Juifs qui arrivaient en Israël ont su manger leur pain noir, avaler des couleuvres, accepter leur déclassement temporaire. Mais parallèlement, en silence, ils apprenaient l'hébreu, repassaient leurs examens et se constituaient en corporations et autres groupes ethno-linguistiques.
L'Alya russe n'a bénéficié ni de faveurs, ni de passe-droits. Ni, et c'est d'ailleurs primordial, de billet retour.

"L'Alya russe n'a bénéficié ni de faveurs, ni de passe-droits. Ni, et c'est d'ailleurs primordial, de billet retour."

Ces immigrants avaient en effet très vite compris une chose que nous nous ingénions encore à discerner :

Accueil ne rime pas avec accès

On leur a souri, on les a nourris et logés dans des caravanes. Mais un million de nouveaux venus, dans un pays de cinq millions, ne correspondent à rien d'autre qu'à une redistribution de cartes terriblement menaçante. Les Israéliens déjà installés l'ont vu, et ont agi en conséquence. Postes à responsabilités, rémunérations élevées, strapontins politiques : tout ceci devait impérativement rester dans le giron de ceux tenant déjà le haut du pavé. >>>

Ce qu'on ne leur accorderait pas, il faudrait aller le chercher avec les dents.

Avec les dents et sans filet de sécurité. Le Juif soviétique de 1990 quittait un empire en décomposition, sans maison où rentrer ni pays qui l'attendît. Pour lui, c'était marche ou crève. Mais chaque marche gravie l'était pour de bon : le passeport israélien valait mieux que celui qu'il laissait derrière lui, et la vie qu'il bâtissait, fût-ce depuis le bas de l'échelle, valait mieux que celle qu'il avait fuie.

Quand l'entraide devient pouvoir

En 1996, Natan Sharansky né Anatoli Borissovitch Chtcharanski fait entrer à la Knesset le parti Israël BaAliyah et ses sept députés, et devient ministre dans la foulée. Trois ans plus tard, Lieberman fonde Israël Beitenou.
Ces deux partis viennent couronner une petite société dans la société, bâtie dès les premières années : une presse russophone foisonnante, le théâtre Gesher fondé en 1991 par des comédiens immigrés, des réseaux d'entraide professionnelle, des commerces taillés pour cette clientèle.

La chaîne Tiv Taam, aujourd'hui incontournable à Tel Aviv, a fait ses premières armes en servant précisément ce public, ses charcuteries et ses produits demeurant largement introuvables ailleurs. Tout cela a été raillé, moqué, dénoncé : le « ghetto russe », les enseignes en cyrillique, l'accent à couper au couteau.

Trente ans plus tard, ce même ghetto dispose d'un groupe parlementaire puissant dont les électeurs dépassent désormais largement les frontières du seul public russophone. Ils ne se sont pas contentés de vivre en Israël. Ils ont appris à y compter.

Les Français : un paradoxe israélien

Examinons à présent, en miroir, notre propre situation. Les Français d'Israël sont nombreux, largement diplômés, assez souvent aisés, fortement concentrés. Nous avons tout, sur le papier, pour peser. Et pourtant, nous ne représentons à peu près rien en matière d'influence publique, politique, voire culturelle.

Le paradoxe tient en une phrase nous avons été communautaires là où il ne fallait pas, et sommes restés de sages républicains là où il aurait fallu faire bloc.

Un communautarisme à l'envers, en somme, auquel j'identifie deux raisons essentielles.
La première tient au pli républicain que la France inculque ou inculquait à ses citoyens. La seconde tient à une pente, celle de l'entre-soi, commune à toutes les immigrations du monde. La République nous a enseigné, depuis notre émancipation au moment de la Révolution, que l'on ne doit exister dans l'espace public qu'en tant que Français.

Le Juif de France a intériorisé — à raison, et parfois à son insu qu'il fallait être Juif chez lui et Français dehors ; se méfier du communautarisme ; tenir l'entraide entre membres du même groupe pour une forme de passe-droit à proscrire, idéalement. Ce réflexe était une vertu républicaine à Paris. Transposé à Jérusalem, il devient un lourd handicap. Car la société israélienne, qu'on le déplore ou non, est une mosaïque de communautés qui négocient, s'allient, se disputent le gâteau. Ici, qui ne se rassemble et ne s'organise pas n'existe pas dans l'espace public.

"Ils ne se sont pas contentés de vivre en Israël. Ils ont appris à y compter."

"Ici, qui ne se rassemble et ne s'organise pas n'existe pas dans l'espace public."

>>

Le piège de l'entre-soi

L'Alya, loin de guérir ce réflexe, l'a aggravé. Que n'avons-nous entendu de Français nouvellement immigrés déclarer en substance : « Alea jacta est », « La France est derrière moi » ou, moins prosaïquement, « J'ai ouvert une nouvelle page de ma vie : adieu veaux, vaches, cochons, couvées. »
Ce pacte républicain de neutralité dans l'espace public, que nous manquions parfois d'exécuter avec application en France, certains l'appliquent ici avec le zèle du converti.

Par souci de cohérence aussi. Selon un raisonnement de ce type : « Si ma judéité était le primum movens de mon identité (Juif de France plutôt que Français juif), alors maintenant que je foule enfin le sol d'Israël, il s'agit pour moi d'aligner précautionneusement déclarations et agissements passés. Je suis désormais Israélien ; me rassembler politiquement ici en tant que Français reviendrait à démentir la raison même de mon départ. » Politiquement étant pris ici au sens large, comme concernant tout ce qui touche à la vie de la cité.

Toutefois, la tâche est bien loin d'être aisée, et ce pour une raison simple : appartenir à une minorité relève toujours de la bouée de sauvetage quasi-insubmersible. Plus le dénominateur commun d'un groupe est étroit à l'échelle de la communauté nationale, plus les liens se tissent facilement en son sein. En France, ce dénominateur était la judéité. En Israël, cette même judéité devient la règle ; c'est la francité qui se fait minoritaire, et c'est à elle désormais que l'on se raccroche. Mais on s'y raccroche en privé, à table, au marché, à la synagogue ; jamais là où les choses se décident. Voilà pour le pli républicain. Reste la pente de l'entre-soi.

Elle se lit d'abord sur une carte. Il y a chez tout immigrant un instinct parfaitement naturel : s'installer là où l'on retrouvera les siens.

À Netanya ou Raanana, le phénomène relève de l'autocatalyse : la présence de Français attire des Français, qui attirent à leur tour d'autres Français, et la réaction d'agrégation s'entretient d'elle-même. À Jérusalem et à Tel Aviv joue un autre ressort : deux mille ans de diaspora ont fait du Juif un homme des villes plutôt qu'un homme des champs, concentré sur les grandes agglomérations de peuplement, exigences de casherout et de minyan entre autres obligent. Rien de honteux à pareil instinct. On peut ainsi vivre vingt ans à Netanya, entre boulangerie, médecin francophone et synagogue où le rabbin n'aura jamais prêché que dans la langue de Molière, tout en n'ayant jamais eu à s'appesantir sur le fonctionnement des institutions israéliennes, la culture profonde du pays ou les enjeux politiques des prochaines élections. L'entre-soi rassure, mais ne permet pas, trivialement, de s'extraire de sa propre condition.

Au-delà de la communauté : construire une véritable force politique

Qu'on ne se méprenne pas : je ne reproche pas aux Français de se rassembler ni de s'aimer plus qu'ils n'aimeraient le reste des Israéliens. Mais je regrette le fait que nous nous contentions de ce peu. Le regroupement qui consiste à parler, manger ou se plaindre en français des lenteurs de l'administration israélienne, ou de l'incapacité absolue des automobilistes de ce pays à utiliser leurs clignotants, est une chose. L'organisation qui consiste à former des cadres, placer des gens, financer des candidats, peser sur une municipalité puis sur une coalition en est une autre. Les Russes ont fait les deux. Nous nous sommes bornés au regroupement de population. Nos structures sont donc restées à la taille de nos ambitions. Il en existe, et je salue ceux qui les font vivre à bout de bras.

"Nos structures sont donc restées à la taille de nos ambitions."

>>>

Le modèle américain : quand l'entraide devient institution

Mais d'autres groupes ont leurs propres circuits puissants, et tout un chacun le voit. Il existe, par exemple, une aristocratie ashkénaze dont les enfants passent par les unités de renseignement d'élite, 8200 en tête, pour déboucher sur la high-tech et ses salaires, et dont les fils, statistiquement, voient moins souvent le feu que ceux des implantations de Judée-Samarie. Les olim américains, eux, bénéficient d'une déférence qui doit sans doute quelque chose au fait que leur pays d'origine est le protecteur et le premier bailleur d'Israël. À nouveau, je n'incrimine personne. Je constate que ces réseaux existent, qu'ils fonctionnent, et que nous n'en avons pas d'équivalent.

L'alya américaine fonde Nefesh B'Nefesh en 2002. Le premier vol affrété coûte deux millions de dollars et transporte 360 personnes. Vingt ans plus tard, l'organisation revendique plus de 80 000 olim accompagnés, et l'État, depuis 2008, lui a confié la gestion de l'alyah nord-américaine en finançant un tiers de son budget. Autrement dit, les Américains ne se sont pas contentés de s'entraider : ils ont bâti une institution avec laquelle l'État traite d'égal à égal. Qui, du côté français, peut en dire autant ?

Personne ne viendra depuis les structures étatiques constituées pour modifier cet état de fait. C'est, je crois, la leçon, rude et salutaire, que nous donne une génération de médecins soviétiques qui balayaient les couloirs des hôpitaux où ils auraient pu opérer.

Ils n'étaient pas plus riches que nous, bien au contraire. Ils n'ont pas non plus été mieux accueillis. Ils étaient simplement déterminés à s'organiser.

> "Ils étaient simplement déterminés à s'organiser."

Une détermination que la nécessité, certes, leur dictait. Elle nous fait défaut pour le motif exactement inverse, et c'est là, je crois, la raison qui commande au moins à la précédente : nous avons toujours disposé d'un filet de sécurité. L'olch français fait souvent le chemin contraire de l'olch soviétique. Il troque un niveau de vie confortable contre un niveau de vie moindre, au nom d'un idéal.

Beaucoup d'entre nous, de surcroît, sont les enfants ou les petits-enfants d'un premier exil, qui menait brutalement nos familles d'Afrique du Nord vers la France il y a soixante ans à peine ; à la seconde valise, en un laps de temps si court, l'appétit de conquête s'émousse immanquablement. La mémoire familiale, collective, transmise à une échelle temporelle inférieure à celle d'une génération, laisse des traces.

Et surtout, nous gardons dans un tiroir un passeport qui nous rouvre à tout moment les portes de Roissy. La France est, pour beaucoup d'entre nous, un plan B apaisant. On ne peut se battre avec l'énergie du désespoir quand il est toujours possible de revenir aux réglages d'usine.

Les élections qui viennent ne régleront pas cette question ; elles ont seulement le mérite de nous permettre de nous la poser. Si nous voulons compter dans la construction de ce pays, individuellement et collectivement, il nous faudra désapprendre ce que la France nous a si bien appris.
Et nous résoudre à exécuter par choix ce que ceux qui débarquaient, il y a trente ans, avec leurs valises en carton et sans billet retour, ont accompli par impératif.